

Terrorisme

Point sur les dispositifs mis en place par les autorités togolaises

Le Togo mène depuis des années des actions contre le terrorisme, sous l'impulsion des plus hautes autorités dont le président du Conseil, Faure Gnassingbé. Les partenaires accompagnent le pays sur cette voie. Mais, quels sont les résultats que l'on peut brandir ...



PAGE 3

PRODUITS FNFI



Echos des bénéficiaires

Folivi Ayawa : la qualité de vie au service de l'épanouissement de la communauté

Dans un coin discret d'un quartier populaire de Lomé, une petite boutique d'alimentation générale rend chaque jour de grands services. Derrière ce commerce ...

PAGE 2

ÉCONOMIE



Togo

Une croissance attendue à 6,5 % en 2026 dans un contexte d'incertitudes

Au Togo, les perspectives économiques s'annoncent légèrement orientées vers la hausse. Le taux de croissance est projeté à 6,5 % en 2026, contre 6,2 % en 2025, selon les conclusions de la première réunion du Conseil national du crédit (CNC), tenue le 23 mars à Lomé. Présidée par le ministre des Finances et du Budget, Essowé Georges Barcola, en présence de son homologue de l'Économie ...

PAGE 5



Clôture marquante

L'Assemblée nationale adopte définitivement quatre lois majeures

L'Assemblée nationale a clôturé, lundi 23 mars 2026, sa 1^{ère} session extraordinaire de l'année. Cette 5^e séance plénière qui consacre la fin de la session extraordinaire, a été marquée par l'adoption définitive de quatre (4) projets de loi.

PAGES 6&7

DERNIERES HEURES

Santé maternelle : Vers la révision du guide des urgences obstétricales et néonatales

Depuis le 23 mars 2026, Lomé réunit des professionnels de la santé autour d'un point crucial : l'actualisation du guide du prestataire sur les soins obstétricaux et néonataux d'urgence. Cet outil destiné à améliorer la prise en charge des mères et des nouveau-nés, fait l'objet d'une révision pour s'aligner sur les évolutions récentes de la médecine.

Portée par la Société africaine de gynécologie et d'obstétrique (Sago), l'initiative vise à intégrer les recommandations actualisées de l'Organisation mondiale de la santé. Il s'agit, au-delà d'un simple ajustement technique, de renforcer la qualité des interventions en situation d'urgence, où chaque minute peut être décisive.

Élaboré en 2018, le guide nécessitait une mise à jour pour prendre en compte de nouvelles approches cliniques, notamment dans la gestion des complications liées à l'accouchement. « Ce guide, c'est une liste de conduites en urgence destinées aux soins pour la mère et le nouveau-né », a expliqué Khaled Neji. Il insiste sur l'intégration de pratiques innovantes, en particulier dans la prise en charge de l'hémorragie du post-partum, l'une des principales causes de mortalité maternelle.

1er réseau internet mobile au Togo et dans l'UEMOA





SOMMAIRE

Togo
Succès d'une nouvelle levée de fonds sur le marché régional



P 5

Réchauffement de la planète
Plus de 91% de l'excédent de chaleur est stocké dans l'océan



P 10

Prévention des inondations et sécheresses persistante
L'Anamet opte pour une campagne de sensibilisation



P 11

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Folivi Ayawa : la qualité de vie au service de l'épanouissement de la communauté

Dans un coin discret d'un quartier populaire de Lomé, une petite boutique d'alimentation générale rend chaque jour de grands services. Derrière ce commerce modeste, Folivi Ayawa, 42 ans, mariée et mère de quatre enfants, a construit bien plus qu'une simple activité : un point d'appui pour sa famille et un repère pour tout un voisinage. Son parcours rappelle que même les initiatives les plus modestes peuvent transformer un quotidien, lorsqu'elles sont portées avec constance, courage et sens du devoir.

Dans sa rue, Ayawa est connue de tous. Sa boutique n'est pas grande. Quelques étagères, des produits de première nécessité, un espace réduit qui oblige à faire des choix dans l'organisation. Pourtant, ce lieu a une valeur qui dépasse largement sa taille. Pour les habitants du quartier, il représente une solution immédiate, accessible, presque indispensable. On y vient pour acheter de quoi cuisiner, pour dépanner, parfois même pour discuter. « Ce n'est pas grand, mais c'est utile pour les gens d'ici », dit-elle avec une fierté tranquille. Dans ces quartiers où chaque

déplacement compte et où les ressources sont limitées, ces petits commerces de proximité jouent un rôle silencieux mais fondamental. Ayawa en est consciente, et cela donne du sens à chaque journée passée derrière son comptoir.

Son parcours, pourtant, n'a rien d'un chemin facile. Avant d'atteindre cet équilibre, elle a connu des périodes marquées

où les dépenses semblaient dépasser ce qu'elle pouvait supporter. « Il y a des moments où je me demandais comment j'allais tenir », reconnaît-elle avec sincérité. Mais elle n'a jamais cédé. Elle avance avec ce qu'elle a, sans attendre des conditions idéales, en s'appuyant sur une discipline quotidienne et une volonté de ne pas laisser sa situation décider à sa place. C'est dans ce contexte qu'elle

l'instant, son parcours avec le FNFI reste à ses débuts : elle a bénéficié de deux crédits seulement, avec des montants allant de 30 000 à 50 000 francs CFA. Des montants modestes, mais qu'elle considère comme une véritable opportunité. « Ce n'est pas beaucoup, mais pour moi ça compte. Avec ça, je peux ajouter des produits et ne pas laisser la boutique vide », explique-t-elle. Là où

ses produits et surtout assure une continuité dans son commerce. Elle ne cherche pas à aller vite ni à brûler les étapes. Elle construit avec prudence, en tenant compte de ses réalités. Chaque bénéfice est réinvesti, chaque petite avancée consolidée. « Moi, je prends ce que j'ai et j'essaie d'en tirer le meilleur », affirme-t-elle. Cette approche lui permet de garder le contrôle sur son activité et d'éviter les déséquilibres qui fragilisent souvent les petits commerces.

Aujourd'hui, ce qu'elle a bâti peut sembler modeste aux yeux de certains, mais pour elle, c'est une victoire. Sa boutique fonctionne, ses enfants avancent, et elle contribue pleinement aux besoins de son foyer. Dans sa rue, elle est devenue une présence rassurante, un point de repère pour ceux qui comptent sur elle au quotidien. Son parcours porte un message simple mais puissant : il n'est pas toujours nécessaire de disposer de grands moyens pour avancer. Parfois, le minimum, bien utilisé, suffit à créer de la stabilité, à redonner confiance et à ouvrir la voie vers des ambitions plus grandes.



Folivi Ayawa

par l'incertitude, les charges familiales et l'insuffisance des moyens. Élever quatre enfants impose des responsabilités constantes, et les revenus ne suivent pas toujours. Il y a eu des moments de doute, des jours où l'activité ralentissait,

découvre les opportunités offertes par le Fonds National de la Finance Inclusive. Elle se renseigne, hésite, puis décide de tenter sa chance. Elle obtient le produit APSEF, Accès des Pauvres aux Services Financiers. Pour

certaines verraient une limite, elle voit une base sur laquelle construire.

Avec ces ressources, Ayawa renforce progressivement son activité. Elle améliore son stock, diversifie légèrement

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Edy Alley
Responsable web:
Carlos Amevor
Comité de rédaction:
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Caleb Akponou
Affo-Djèlè Alarba
Responsable administrative, financière
et commerciale:
Amah Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi
Imprimerie: Direct Print
Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Terrorisme

Point sur les dispositifs mis en place par les autorités togolaises

Le Togo mène depuis des années des actions contre le terrorisme, sous l'impulsion des plus hautes autorités dont le président du Conseil Faure Gnassingbé. Les partenaires accompagnent le pays sur cette voie. Mais, quels sont les résultats que l'on peut brandir à ce jour concernant cette lutte ?



Colonel Calixte Madjoulba (à droite)

Une mission des Nations unies est en cours au Togo jusqu'au 31 mars 2026. Celle-ci est conduite par Nathalia

Gherman. Son objectif est d'évaluer les progrès du pays dans la lutte contre le terrorisme et de renforcer les capacités nationales grâce à une coopération accrue avec ses partenaires internationaux. « Cette visite est une occasion précieuse pour

partager nos expériences et identifier les défis persistants », déclare le ministre de la Sécurité,

Calixte Madjoulba. Les travaux de la mission se concentreront sur des domaines stratégiques tels que la justice pénale, le financement du terrorisme, la sécurité des frontières, la prévention de l'extrémisme violent, les technologies de sécurité, ainsi que le respect des droits humains et de la dimension genre. Les échanges avec les acteurs nationaux permettront de renforcer les mécanismes togolais de prévention et de lutte contre le terrorisme tout en intégrant les bonnes pratiques internationales. Cette mission traduit l'engagement du Togo à œuvrer avec ses partenaires pour assurer une sécurité durable sur l'ensemble du territoire. Le gouvernement entend tirer pleinement

parti de cette visite pour consolider ses stratégies de sécurité et promouvoir un environnement sûr, respectueux des droits humains et inclusif pour tous. Et pendant que la mission poursuit ses activités dans le pays, le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le colonel Calixte Batossie Madjoulba a reçu en audience la première responsable, c'est-à-dire, Nathalia Gherman. Les échanges entre les deux personnalités ont permis de faire le point sur les dispositifs mis en place par les autorités togolaises, notamment en matière de renforcement des capacités opérationnelles, de coordination des services et de résilience des populations.

La visite de Nathalia Gherman témoigne de l'intérêt des Nations unies pour les efforts consentis par le Togo dans la stabilisation de son environnement sécuritaire. Pour rappel, le Togo lutte activement contre une menace terroriste croissante dans sa région septentrionale des Savanes, frontalière du Burkina Faso, via l'état d'urgence sécuritaire (prolongé récemment jusqu'en mars 2027 par les parlementaires) et le déploiement de l'opération Koundjoaré. Le gouvernement combine une réponse militaire avec des programmes socio-économiques comme le Programme d'urgence de renforcement de la résilience (Purs), afin de prévenir la radicalisation.

Edem Dadzie

Sommet de la Celac

Les participants ont salué le leadership du Togo sur les grandes causes africaines

À l'invitation de Elena Francia Márquez Mina, vice-présidente de la République de Colombie, le professeur Robert Dussey, ministre des Affaires étrangères, de la Coopération, de l'Intégration africaine et des Togoais de l'extérieur a pris part, du 18 au 21 mars 2026 à Bogotá en Colombie, au Forum de haut niveau Afrique-Communauté d'Etats latino-américains et caraïbes (Celac) organisé sous le thème: « Commerce, coopération au développement et réparations historiques ».

Ce forum, qui a réuni les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Afrique et de la Celac, soit (87) pays représentant près de deux (02) milliards d'habitants, avait pour objectif de mener des consultations approfondies entre les dirigeants de ces deux grandes régions afin de : Renforcer les relations de coopération ; Accroître les échanges économiques et commerciaux ; Poursuivre les concertations sur la question cruciale des réparations pour les injustices historiques subies par les peuples africains, afrodescendants et autochtones d'Amérique.

Le ministre Dussey, représentant le président du Conseil Faure Gnassingbé, a pris part au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement Afrique-Celac ainsi qu'au panel consacré aux réparations historiques. Lors de la session de haut niveau, il a salué le renforcement des relations

entre l'Afrique et la Celac et a invité, dans le contexte mondial actuel, à en faire un levier de transformation économique, politique et sociale à travers : L'accroissement du commerce Sud-Sud ; L'amélioration de la connectivité et du transport intercontinental ; La refondation de la coopération au développement ; L'inscription de la mémoire et de la justice réparatrice au rang des priorités stratégiques des pays des deux régions.

Au cours d'un panel consacré aux réparations historiques, le professeur Dussey a rappelé les tragédies inouïes, de par leurs gravité, durée et ampleur, subies sans interruption depuis des siècles par les peuples africains sous des formes diverses, notamment à travers l'esclavage et la traite transatlantique, la déportation, la colonisation, l'impérialisme et le néo-impérialisme.

Il a déploré le fait qu'à chaque fois que l'Afrique et ses diasporas posent la question des réparations, des signes d'agacement et des pressions se manifestent, certains protagonistes allant jusqu'à percevoir la qualification des injustices historiques en crimes comme une provocation. Face à cette situation, l'émissaire togolais a exhorté les pays africains et ceux de la CELAC à approfondir les réflexions et à mener des actions concertées autour de cinq (05) axes.

Ces sont : La consolidation d'une position commune et de la coordination, le renforcement du cadre juridique relatif à la justice réparatrice, l'institutionnalisation de la mémoire, de la recherche et



Professeur Robert Dussey (deuxième de la droite vers la gauche)/ Crédit photo : diplomatie.gouv.tg

de la production de preuves, la poursuite de la mobilisation des Etats, de la société civile et des compétences, la réparation pour une lutte de longue haleine. Les participants ont salué le leadership du Togo sur les grandes causes africaines ainsi que les initiatives majeures qu'il porte depuis quelques années. Ils se sont particulièrement réjouis de l'initiative relative à la célébration du nouvel an africain, qui vise à réaffirmer la centralité de l'identité africaine et la fierté des africains et afrodescendants pour leur histoire et leur culture.

En marge du forum, le professeur Robert Dussey a eu un entretien de courtoisie avec Elena Francia Márquez Mina, à qui il a transmis les salutations fraternelles du président du Conseil Faure Gnassingbé. Il s'est également entretenu avec

son homologue colombienne, Rosa Yolanda Villavicencio Mapy. Lors de cette rencontre, les deux ministres se sont félicités de l'excellente qualité des relations de

coopération qui unissent le Togo et la Colombie depuis l'établissement de leurs relations diplomatiques en 1988. Ils se sont particulièrement réjouis du développement soutenu de ces relations durant cette dernière décennie marqué, entre autres, par la signature de nouveaux instruments de coopération, y compris le mémorandum d'entente sur les consultations politiques et l'accord d'exemption de visa pour les détenteurs de passeports diplomatique et de service ou officiel signés en décembre 2025 à Lomé. Les ministres Dussey et Villavicencio Mapy ont toutefois relevé le faible niveau des échanges économiques et commerciaux entre leurs deux pays, dû entre autres aux défis de connectivité et de transport et à un cadre technique de coopération insuffisant.

Ils ont, à cet effet, convenu d'œuvrer à la signature prochaine d'accords et instruments juridiques couvrant les domaines suivants : Commerce ; Investissements ; Agriculture ; Transports aériens et maritimes ; Industrie, mines et services. À cette occasion, ils ont signé un mémorandum d'entente sur la coopération académique, visant notamment la formation des personnels diplomatiques, l'échange d'informations et d'expériences et la collaboration en matière de recherches et études sur les questions internationales.

Les deux ministres ont, par ailleurs, appelé à poursuivre les efforts et les concertations en vue d'obtenir un dialogue franc, sincère et respectueux pouvant conduire à une reconnaissance des injustices historiques subies par les peuples africains et d'ascendance africaine ainsi que les peuples autochtones d'Amérique, en vue de leur juste réparation, ouvrant ainsi la voie à une réconciliation historique et à la construction d'un avenir paisible et serein.

Enfin, le ministre Robert Dussey a invité son homologue colombienne, Rosa Yolanda Villavicencio Mapy à effectuer très prochainement une visite officielle à Lomé. L'invitation a été acceptée. La date de la visite sera convenue par voie diplomatique.

Clôture marquante

L'Assemblée nationale adopte définitivement quatre lois majeures

L'Assemblée nationale a clôturé, lundi 23 mars 2026, sa 1ère session extraordinaire de l'année. Cette 5è séance plénière qui consacre la fin de la session extraordinaire, a été marquée par l'adoption définitive de quatre (4) projets de loi.



La séance présidée par le président de l'Assemblée nationale, Komi Sélom Klassou, s'est tenue en présence de plusieurs membres du gouvernement. Au rang de ces derniers, figurent Gilbert Bawara, ministre des relations avec le Parlement et les Institutions de la République, Calixte Batossie Madjoulba, ministre de la Sécurité et de la Protection civile, Prof. Dodzi Komlan Kokoroko, ministre de l'Environnement, des Ressources forestières, de la Protection côtière et du Changement climatique et Assih Mazamesso, ministre du Développement à la base, de l'Inclusion financière, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes.

Quid des travaux à l'ordre du jour ?
Les travaux de cette 5è séance plénière qui consacre la clôture de la 1ère session extraordinaire de l'année 2026, ont été consacrés à l'adoption définitive de quatre projets de loi. Il s'agit

du projet de loi modifiant et complétant la loi-cadre sur l'environnement ; le projet de loi portant transfert des missions, du personnel et du patrimoine du Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (Faiej) à l'Agence de développement des très petites, petites et moyennes entreprises (ADTPME) ; le projet de loi portant réglementation de la microfinance en République togolaise et le projet de loi portant répression de faux-monnayage et des autres atteintes aux signes monétaires dans les États membres de l'Union monétaire ouest-africaine (Umoa). Pour Prof. Komi Sélom Klassou, président de

l'Assemblée nationale, la session qui se clôture est une moisson fertile. « Elle incarne la vitalité de notre démocratie et témoigne de la détermination de notre parlement à cultiver de concert avec le gouvernement les grandes réformes de la République », a-t-il précisé avant d'ajouter : « Cette séance a été convoquée à la demande du président du Conseil, en la personne de M. Faure Essozimna Gnassingbé, conformément aux dispositions de l'article 12 alinéa 3 de notre constitution. »

Quid du bilan de cette première session extraordinaire ?
Selon Prof. Klassou, durant les quatre (4) semaines de labeur débutées le 24 février 2026, l'Assemblée nationale a adopté au total sept (7) textes dans trois (3) domaines clés.

« Dans le domaine de la sécurité, nous avons prorogé l'état d'urgence dans les Savanes et renforcé le soutien à nos forces de défense et de sécurité garantissant la protection de nos concitoyens. Dans le domaine de l'énergie, la mise à jour du cadre réglementaire du gazoduc de l'Afrique de l'Ouest constitue une étape clé pour assumer notre indépendance énergétique », a-t-il mentionné avant de poursuivre : « Sur le plan

économique, nos efforts s'articulent autour de la lutte contre le blanchiment de notre monnaie avec pour objectif de protéger l'intégrité de notre système financier... Dans le



domaine environnemental, la modernisation de la législation environnementale est un pas crucial pour répondre efficacement aux défis écologiques et climatiques auxquels nous sommes confrontés ».

Les gratitudes du gouvernement
Prenant la parole au nom du gouvernement, Gilbert Bawara, ministre des relations avec le Parlement et les institutions de la République, n'a pas manqué de réitérer l'engagement du gouvernement.

« Nous témoignons nos remerciements pour la qualité des travaux, aussi bien à l'Assemblée nationale qu'au Sénat pour la qualité des contributions et des

améliorations que vous avez bien voulu apporter aux textes qui vous ont été soumis par le gouvernement », a-t-il indiqué avant de poursuivre : « L'ensemble de vos observations, de vos contributions et surtout

de vos suggestions et propositions ont été bien notées par le gouvernement et nous allons veiller à ce que dans le processus de mise en œuvre des différents textes, nous continuions à nous entourer de vos contributions et à rester à votre écoute ».

Rappelons que la clôture de la première session extraordinaire, l'Assemblée nationale procédera à l'ouverture le 7 avril 2026, de sa première session ordinaire de l'année. Elle sera couplée de la 17è conférence des présidents d'assemblées et de sections de la région Afrique de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF).

Caleb Akponou

Bénin/Opposition

La désignation du remplaçant de Yayi Boni crée des divisions internes au sein du parti

Élu dans la nuit du 23 mars au terme d'un Conseil national tendu, l'ancien deuxième vice-président du parti Nourénou Atchadé prend les rênes dans un climat de contestation larvée. Sa nomination, intervenue après le retrait surprise de l'ex-chef de l'État, n'a pas fait consensus. Elle intervient surtout dans un contexte de fragilisation politique, marqué par l'exclusion du parti des dernières élections locales et un revers cuisant lors des législatives de janvier.

Dès sa prise de fonction, Nourénou Atchadé a affiché une ligne de reconquête, appelant à « réveiller » le parti et à remobiliser les militants en vue des échéances futures. Mais cette ambition se heurte à une réalité

interne plus complexe, où rivalités de leadership et divergences idéologiques structurent désormais les rapports de force.

Au cœur des tensions : l'opposition entre deux camps. D'un côté, celui de Éric Houndété, premier vice-président, partisan d'une approche plus pragmatique, favorable à une implication indirecte dans la présidentielle à venir, notamment à travers un soutien stratégique à Paul Houngbè. De l'autre, le courant incarné par Atchadé, attaché à une ligne dure vis-à-vis du pouvoir de Patrice Talon et opposé à tout compromis politique immédiat. La manière dont la décision

a été prise illustre ces tensions. Initialement réuni pour débattre des orientations du parti,



Nourénou-Atchadé
le Conseil national a rapidement basculé vers la question de la succession, au grand dam d'Éric Houndété, finalement mis en minorité et contraint de

se retirer des discussions. Une séquence révélatrice d'un déficit de gouvernance interne.

Dans la foulée, le parti a tranché : aucune consigne de vote ni soutien officiel pour la présidentielle du 12 avril. Une posture de retrait qui, loin de

faire l'unanimité, a déjà provoqué des défections, dont celle du responsable à la communication, Guy Mitopké.

Privé de représentation institutionnelle et miné par des divisions persistantes, le parti Les Démocrates aborde ainsi une phase critique de son existence. Entre stratégie de repli et nécessité de repositionnement, l'enjeu dépasse désormais la simple succession de Yayi Boni : il s'agit de définir une ligne politique capable de restaurer crédibilité et influence dans un paysage dominé par la majorité présidentielle.

T.M.

Togo

Une croissance attendue à 6,5 % en 2026 dans un contexte d’incertitudes

Au Togo, les perspectives économiques s’annoncent légèrement orientées vers la hausse. Le taux de croissance est projeté à 6,5 % en 2026, contre 6,2 % en 2025, selon les conclusions de la première réunion du Conseil national du crédit (CNC), tenue le 23 mars à Lomé.

Présidée par le ministre des Finances et du Budget, Essowè Georges Barcola, en présence de son homologue de l’Économie et de la Veille stratégique, Badanam Patoki, la session a permis d’évaluer les fondamentaux de l’économie nationale. Les indicateurs présentés traduisent une dynamique

globalement stable, avec une inflation attendue à 1,8 % en 2026, après 0,4 % l’année précédente. Malgré ces signaux encourageants, les autorités restent attentives aux incertitudes de l’environnement international. « Face à cette situation, le gouvernement demeure déterminé à poursuivre les réformes structurelles », a indiqué le ministre Barcola, insistant sur la nécessité de consolider la résilience économique du pays. La question du financement de l’économie a également occupé une place centrale dans les échanges.



Réunion du CNC, ce 23 mars à Lomé

Le Conseil a salué la progression des crédits accordés aux opérateurs économiques, tout en appelant les établissements financiers à une vigilance accrue face à la qualité des

portefeuilles. Pour 2026, les priorités restent orientées vers le renforcement du financement des secteurs productifs. Les autorités

entendent promouvoir des instruments financiers innovants, notamment pour soutenir les investissements dans les énergies renouvelables. Un accent particulier sera mis sur l’agroalimentaire, considéré comme un levier stratégique pour valoriser la production locale et réduire la dépendance aux importations. Dans un contexte international incertain, le Togo mise ainsi sur la consolidation de ses acquis et l’approfondissement de ses réformes pour soutenir une croissance durable.

Edy Alley

Investissements

Le Togo séduit le Commonwealth et expose ses atouts économiques

La capitale togolaise a servi de vitrine économique les 19 et 20 mars, à l’occasion d’une mission exploratoire du Commonwealth Enterprise and Investment Council (CWEIC). Venue sonder le potentiel d’investissement du pays, la délégation a multiplié les visites de terrain et les échanges institutionnels, dans un contexte de promotion active du Togo comme destination de capitaux internationaux.

Au cœur de cette immersion, la Plateforme Industrielle d’Adétikopé (PIA) s’est imposée comme un symbole de la transformation industrielle en cours. Les représentants du CWEIC ont pu apprécier les infrastructures modernes et le dynamisme des unités de production,

portuaires, les terminaux de dernière génération et la fluidité des opérations ont renforcé l’image d’un hub stratégique, capable de soutenir des flux commerciaux croissants en

immédiatement exploitables. Au-delà des visites, une séance de travail avec des membres du gouvernement a permis d’approfondir les discussions. Les



Séance de travail entre les deux délégations

Afrique de l’Ouest. Ces différentes étapes, conduites en présence du ministre délégué chargé de la Promotion des investissements, Arthur Trimua, ont permis de mettre en lumière les

échanges ont porté sur les priorités économiques du pays, les mécanismes d’accompagnement des investisseurs et les perspectives de collaboration avec le réseau du Commonwealth. Pour le CWEIC, cette mission s’inscrit dans une démarche plus large visant à renforcer les liens économiques entre ses membres et les économies émergentes. Pour le Togo, elle ouvre des perspectives nouvelles dans des secteurs clés comme l’industrie, l’agroalimentaire et la logistique.

Au final, c’est une ambition qui se dessine : attirer des investissements structurants, capables de stimuler la croissance, de créer des emplois durables et d’accélérer la mutation économique du pays.

E. A



Visite des installations de la PIA

notamment Nutrisource et Vivace, illustrant la montée en puissance du tissu industriel local. Le parcours s’est poursuivi au Port autonome de Lomé, véritable pivot logistique sous-régional. Les installations

progrès réalisés en matière d’industrialisation, de logistique et d’amélioration du climat des affaires. Elles traduisent également la volonté des autorités de présenter des projets concrets et des opportunités

Togo

Succès d’une nouvelle levée de fonds sur le marché régional

Le Togo poursuit activement sa stratégie de mobilisation de ressources pour financer son budget 2026, évalué à 2 751,5 milliards de FCFA. Le vendredi 20 mars, le pays a ainsi levé 27,5 milliards de FCFA sur le marché financier de l’Umoa, confirmant l’intérêt soutenu des investisseurs pour les titres publics togolais.

L’opération a suscité un engouement notable. Au total, les soumissions ont atteint 134 milliards de FCFA, soit un taux de couverture de 538,30 %. Une performance qui témoigne de la confiance des acteurs financiers dans la signature du Trésor public et dans les perspectives macroéconomiques du pays.

Dans le détail, les autorités ont retenu 22,5 milliards de FCFA sur les

(BAT) d’une maturité de 346 jours.

Cette opération porte à 49,5 milliards de FCFA le montant total des ressources mobilisées par le Togo sur le marché Umoa-Titres depuis le début de l’année. Un niveau encore en deçà de l’objectif annuel fixé à 463 milliards de FCFA, mais qui s’inscrit dans une dynamique progressive de financement. À travers ces levées



Centre administratif, économique et financier de Lomé

Obligations assimilables du Trésor (OAT), émises sur des maturités de 3 et 5 ans, à des taux respectifs de 6,15 % et 6,35 %. À cela s’ajoutent 5 milliards de FCFA levés à travers des Bons assimilables du Trésor

régulières, le Togo consolide sa présence sur le marché régional, tout en diversifiant ses sources de financement pour soutenir ses ambitions budgétaires et économiques.

Edy Alley

Sécurité alimentaire

Le Togo et ses partenaires maintiennent le cap des engagements

Fondamentale pour garantir l'accès physique et économique à une nourriture saine, la sécurité alimentaire constitue un outil de lutte contre la pauvreté. De par son importance, elle est mise en avant au Togo, pour prévenir les maladies, soutenir la productivité économique et assurer la stabilité sociale et environnementale. À travers ce dossier, nous faisons un retour sur les initiatives du gouvernement et de ses partenaires pour promouvoir la sécurité alimentaire au Togo.

Avec une démographie en perpétuelle croissance, garantir la sécurité alimentaire au Togo relève d'un impératif. Relever ce défi impose la modernisation de l'agriculture, la résilience des petits producteurs, le soutien nutritionnel et des programmes pour mieux accompagner les couches les plus vulnérables. Dans l'atteinte de cet objectif, celui de promouvoir la sécurité alimentaire, le Togo bénéficie de l'appui de plusieurs partenaires. Au nombre de ces partenaires, on citera entre autres

(PAM) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao).

Pari gagné avec la FAO
Partenaire historique du Togo, la FAO s'est depuis 1960 engagée aux côtés du Togo dans la gestion des ressources et de la sécurité alimentaire. Au fil des ans, elle s'est illustrée à travers le renforcement de la résilience des petits producteurs, la diversification agricole (élevage, pêche) et l'appui aux politiques publiques. Aussi finance-t-elle la modernisation agricole, la gestion des risques climatiques, l'autonomisation des femmes et l'appui aux filières locales.

La FAO intervient à plusieurs niveaux de la chaîne de valeur. Elle appuie la mise en œuvre de politiques agricoles fondées sur des données concrètes, renforce les capacités institutionnelles et soutient les initiatives locales en faveur d'une production plus résiliente.

les producteurs dans l'adoption de techniques agricoles améliorées. L'introduction de semences de qualité, la promotion de pratiques agroécologiques et la gestion durable

des systèmes d'irrigation. **3,5 milliards de francs en 2025**
En matière de sécurité alimentaire, le Togo a été appuyé à hauteur de 3,5

500 ménages de petits producteurs agricoles ont été aidés avec des semences améliorées, des engrais et des équipements d'irrigation. Au total, 1 700 hectares



Des produits céréaliers

des sols contribuent à stabiliser les rendements. Face aux effets des changements climatiques, des actions sont également menées pour

milliards de francs CFA par la FAO en 2025. Cet investissement a permis de restaurer des terres, d'accompagner les petits producteurs, de construire

de superficies agricoles ont été restaurés et 600 000 têtes de bétail ont été vaccinées. La branche togolaise de la FAO indique avoir, par ailleurs, soutenu la construction d'unités de transformation et la réalisation de forages. En matière de renforcement des capacités, 36 000 personnes ont été formées sur plusieurs thématiques, autant d'actions en faveur de la sécurité alimentaire au Togo.

Élevage et pêche
L'appui de la FAO s'étend également à ces secteurs. La lutte contre les maladies animales, l'amélioration de l'alimentation du bétail et le développement de chaînes de valeur halieutiques plus structurées participent à la sécurisation des moyens d'existence des communautés.

Les résultats de cette coopération se traduisent par une amélioration progressive des capacités productives, une meilleure organisation des filières et une valorisation accrue



Le président du Conseil remettant des équipements agricoles

l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation (FAO), le Programme alimentaire mondial

Sur le terrain, auprès des communautés bénéficiaires, l'organisation accompagne

renforcer la résilience des exploitations, notamment par la diversification des cultures et l'amélioration

des infrastructures rurales et de former des acteurs. Selon le bilan établi par les officiels, plus de 3

des produits locaux. L'agriculture, pilier de l'économie nationale, se positionne ainsi comme un moteur de croissance inclusive et de réduction de la pauvreté.

En consolidant les bases d'un système alimentaire plus performant, l'appui de la FAO au Togo se révèle comme un vecteur de stabilité et de prospérité.

Le PAM et ses engagements au Togo

En partant du constat que l'insécurité alimentaire peut mettre en péril la cohésion sociale, le PAM, un autre partenaire du Togo en matière de sécurité alimentaire, apporte depuis quelques années, une assistance d'urgence au pays. Principalement dans les régions des Savanes et de la Kara, ces actions incluent des transferts monétaires allant jusqu'à 40 000 FCFA par mois, la distribution directe de vivres, et des kits de dignité pour les femmes, ciblant plus de 175 000 personnes en situation de crise.

Depuis février 2023, le PAM déploie des opérations d'urgence, incluant des transferts monétaires (Cash Transfer) et des bons électroniques pour aider les ménages vulnérables, notamment face à l'insécurité dans le nord du pays. Il soutient également le programme national d'alimentation scolaire en fournissant des repas chauds basés sur la production locale, ce qui stimule l'économie locale et soutient les petits exploitants agricoles.

Via des initiatives comme le projet de renforcement des systèmes alimentaires (SADI), les petits producteurs bénéficient également des appuis du PAM. Ce qui favorise l'accès aux intrants, la réduction des pertes après récolte et l'amélioration de la transformation des aliments.

Dans la même logique, le Togo voit également ses capacités de gestion des risques de catastrophe et de stockage de sécurité alimentaire renforcées auprès de l'ANPC et de

l'ANSAT. L'ensemble de ces interventions sont financées à hauteur de 17,6 millions de dollars pour la période 2022-2026 par le PAM, avec un appui notable de l'Union européenne.

Quid du soutien de la Cedeao ?

Son soutien à la sécurité alimentaire au Togo se fait particulièrement via sa Politique agricole régionale. En se concentrant sur le Programme de résilience des systèmes alimentaires (FSRP) et des projets d'agriculture intelligente, la Cedeao contribue à réduire les pertes postrécoltes et à assurer une sécurité alimentaire au Togo.

Un accent particulier est mis sur le développement agricole au Togo. À travers le Programme de production agricole en Afrique de l'Ouest (PPAO), la Cedeao apporte son soutien aux exploitations familiales, à la promotion de l'agroécologie et à l'amélioration de la productivité des cultures clés. En amont, des appuis sont apportés à l'employabilité des jeunes et femmes dans le secteur agro-sylvo-pastoral pour soutenir la sécurité alimentaire.

Transformer l'agriculture pour la sécurité alimentaire

Porté par cet engagement, le Togo a créé et opérationnalisé l'Agence nationale de transformation agricole (ATA). Via cette agence, le pays a accompagné plus de 10 000 producteurs à travers des programmes de mécanisation et d'appui technique en milieu rural. L'objectif étant d'accroître la production agricole afin d'en assurer la sécurité alimentaire.

Dans l'ensemble, les actions de l'ATA sont articulées autour de leviers essentiels que sont la mécanisation, l'agriculture contractuelle, les aménagements hydro-agricoles et la structuration des chaînes de valeur.

L'agence agit sur ces leviers essentiels qui

permettent de passer d'une agriculture de subsistance à une agriculture compétitive, organisée et orientée vers le marché. Plus important encore, son rôle est de permettre aux producteurs d'améliorer leurs rendements, de sécuriser leurs débouchés et de vivre décemment de leur activité.

Dans une première phase, plus de 6 000 producteurs ont bénéficié d'un appui ciblé dans 60 cantons, grâce à des

la sécurité alimentaire. Bras opérationnel de l'encadrement agricole, l'Institut assure la proximité avec les producteurs, diffuse les innovations et accompagne l'adoption de pratiques modernisées. Les données publiées pour l'année 2024 témoignent de l'intensité de son action. Au cours de cet exercice, 19 574 producteurs ont bénéficié d'un appui en matière de mécanisation agricole. Ces interventions ont permis le labour de plus de 37 000 hectares à

27 019 producteurs, dont 11 055 femmes. Ces zones facilitent l'accès partagé aux équipements, aux intrants et à un encadrement technique renforcé.

Dans ces espaces organisés que sont les Zaap, le producteur évolue dans un cadre structuré, bénéficie d'économies d'échelle et accède plus facilement aux opportunités de marché. Cette approche collective contribue à sécuriser les



Cérémonie de réception de 500 tracteurs pour la mécanisation agricole

programmes pilotes visant l'amélioration des rendements et des revenus des coopératives agricoles. Aujourd'hui, l'intervention de l'agence s'étend à 100 cantons sur l'ensemble du territoire national.

À ce jour, l'agence a franchi le cap des 10 000 producteurs appuyés à travers ses programmes de mécanisation et d'appui technique en milieu rural depuis 2023. Son ambition à l'horizon 2030 est d'atteindre 100 000 producteurs.

Initiatives complémentaires au service du producteur

Si l'ATA impulse et coordonne la transformation agricole, elle s'appuie également sur des institutions techniques solides. L'Institut de conseil et d'appui technique (Icat) joue, à ce titre, un rôle déterminant sur le terrain pour améliorer également la productivité et favoriser

travers le pays. L'Icat a également renforcé la diffusion des bonnes pratiques à travers 693 champs-écoles paysans et 170 unités de démonstration installées en 2024. Ces dispositifs constituent de véritables espaces d'apprentissage participatif. Les producteurs y observent concrètement les effets des techniques améliorées, expérimentent de nouvelles méthodes culturelles et s'approprient progressivement les innovations.

Dans la foulée, l'amélioration de la productivité agricole participe à renforcer la sécurité alimentaire du pays. La modernisation passe aussi par une meilleure organisation territoriale. Les Zones d'aménagement agricole planifiées (Zaap) illustrent cette volonté de structuration. En 2024, 229 Zaap ont été suivies, couvrant 26 502 hectares et impliquant

revenus, à améliorer les conditions de vie en milieu rural et à sécuriser la production agricole pour une sécurité alimentaire durable.

Pour une agriculture qui nourrit et élève

L'enjeu est profondément humain, au-delà des indicateurs. Moderniser l'agriculture, c'est offrir au producteur les moyens de travailler sereinement, de nourrir sa famille et d'investir dans l'avenir. C'est aussi renforcer la sécurité alimentaire nationale et consolider la résilience économique des ménages ruraux.

L'action de l'ATA, de l'Icat, du gouvernement et des partenaires au développement transforme des vies. Dans les champs mécanisés, les coopératives organisées et les zones structurées, la transformation se poursuit et la sécurité alimentaire se renforce.

Caleb Akponou

ORDONNANCE N°840/2026

ADJEODA Atchou

Nous _____, Président du Tribunal de Grande Instance de Lomé ;

Vu la requête qui précède, les pièces y jointes et les motifs y exposés ;

Vu l'article 163 du Code de procédure civile ;

Attendu que la mesure sollicitée est fondée et qu'il y a lieu d'y faire droit ;

En conséquence,

Fixons la nouvelle date d'adjudication de l'immeuble sis à Lomé, quartier Nyékonakpoé (Préfecture du Golfe), consistant en un terrain urbain bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de cinq ares vingt centiares (05 a 20 ca), immatriculée sous le N°30 379 Vol 153 F° 99 et propriété de Monsieur NONGNI Assou Yao au jeudi 16 avril 2026 à 11 heures minutes ;

Disons que la présente Ordonnance sera exécutoire sur minute avant enregistrement.

COPIE CERTIFIEE CONFORME

Lomé, le 23/03/2026

Falte en notre Cabinet

A Lomé, le 18 MARS 2026

Le Président du Tribunal de Grande Instance de Lomé,

ADJEODA Atchou

Mali/Libertés publiques

2 ans de prison ferme pour avoir critiqué le Gal Tiani

Au Mali, la condamnation du journaliste Youssouf Sissoko ravive les inquiétudes sur l'état de la liberté de la presse dans un contexte politique déjà tendu. Le directeur de publication du journal L'Alternance a écopé, le 23 mars, de deux ans de prison ferme, assortis d'une amende d'un million de francs CFA.

Poursuivi pour « diffusion de fausses informations », « atteinte à la réputation de l'État » et « insulte à l'égard d'un chef d'État étranger », il était détenu depuis son arrestation le 5 février. En cause : un article publié dans son journal, mettant en cause le chef de la junte nigérienne, Abdourahamane Tiani, accusé d'avoir formulé des allégations controversées sur une attaque terroriste à Niamey et critiqué pour sa gouvernance.

Au-delà du contenu incriminé, c'est l'interprétation juridique et politique de cette



Youssouf-Sissoko

affaire qui suscite une vive controverse. Pour de nombreux observateurs, cette condamnation s'inscrit dans une tendance plus large à l'encadrement, voire à la restriction, de l'espace médiatique dans les pays sahéliens dirigés par des régimes militaires. La réaction de l'Association des éditeurs de presse privée (ASSEP) ne s'est pas fait attendre. L'organisation

a dénoncé un « recul préoccupant de la liberté d'expression », estimant que ce jugement constitue un précédent dangereux pour l'ensemble de la profession. Elle a annoncé son intention de faire appel et appelé à la mobilisation des acteurs des médias pour défendre les acquis démocratiques.

Même tonalité du côté

de Reporters sans frontières, qui évoque une « violation grave de la liberté de la presse ». L'ONG pointe notamment l'usage de la législation sur la cybercriminalité, jugée de plus en plus instrumentalisée pour poursuivre des journalistes critiques. Une dérive qui, selon elle, fragilise davantage un secteur déjà confronté à des pressions

économiques et politiques structurelles. Cette affaire met en lumière un dilemme récurrent dans les contextes de transition politique : la conciliation entre impératifs sécuritaires, souveraineté étatique et respect des libertés fondamentales. Au Mali, où les autorités de transition revendiquent une ligne souverainiste et sécuritaire, la gestion de l'information devient un enjeu hautement stratégique.

Reste que la condamnation de Youssouf Sissoko risque d'avoir un effet dissuasif durable sur les médias, alimentant un climat d'autocensure. Dans un environnement régional marqué par l'instabilité et les tensions diplomatiques, la liberté d'informer apparaît plus que jamais comme un indicateur clé de la trajectoire politique en cours.

T.M.

Réchauffement de la planète

Plus de 91% de l'excédent de chaleur est stocké dans l'océan

Selon l'Organisation météorologique mondiale (OMM), le climat de la terre n'a jamais été aussi déséquilibré depuis le début des observations.

En effet, les concentrations de gaz à effet de serre entraînent un réchauffement continu de l'atmosphère et de l'océan ainsi que la fonte des glaces. Ces changements rapides et à grande échelle se sont produits en quelques décennies, mais auront des répercussions néfastes pendant des centaines, voire des milliers d'années.

L'OMM confirme, dans son rapport sur l'état du climat mondial en 2025, que les années 2015 à 2025 sont les 11 années les plus chaudes jamais enregistrées, et que l'année 2025 se classe au deuxième ou au troisième rang des années les plus chaudes jamais observées, avec une température supérieure d'environ 1,43°C à la moyenne de la période 1850-1900.

Les phénomènes extrêmes survenus partout dans le monde, notamment les épisodes de chaleur intense, les fortes pluies et les cyclones tropicaux, ont causé des perturbations et des dégâts, et mis en évidence la vulnérabilité de nos économies et sociétés interconnectées.

L'océan continue de se réchauffer et d'absorber du dioxyde de carbone (CO₂). Depuis 20 ans, il absorbe chaque année l'équivalent d'environ 18 fois la consommation énergétique annuelle de l'humanité. Selon le rapport de l'OMM, l'étendue annuelle de la glace de mer arctique a atteint ou frôlé un niveau historiquement bas, celle de la glace de la mer antarctique s'est classée au troisième rang des plus faibles jamais enregistrées, et la fonte des glaciers s'est poursuivie sans relâche.

« Le climat mondial est en état d'urgence. La terre est poussée au-delà de ses limites. Tous les indicateurs climatiques clés sont au rouge », a déclaré le secrétaire général de l'Onu, António

Guterres. « L'humanité vient de connaître les 11 années les plus chaudes jamais enregistrées. Quand l'histoire se répète 11 fois, ce n'est plus une coïncidence. C'est un appel à l'action », a-t-il martelé.

Le rapport phare de l'OMM sur l'état du climat mondial a été publié le 23 mars 2026, à l'occasion de la Journée météorologique mondiale, laquelle a pour thème : « Observer aujourd'hui, protéger demain ». Pour la première fois, ce rapport intègre le déséquilibre énergétique de la terre parmi les indicateurs climatiques clés.

Le bilan énergétique de la terre rend compte de la vitesse à laquelle l'énergie entre et sort du système terre. Dans un climat stable, la quantité d'énergie solaire entrante est à peu près égale à la quantité d'énergie sortante. Cependant, cet équilibre est rompu par l'augmentation des concentrations de gaz à effet de serre (CO₂, méthane (CH₄) et protoxyde d'azote (N₂O), qui ont atteint leur niveau le plus élevé depuis au moins 800 000 ans.

Le déséquilibre énergétique de la terre s'est accentué depuis le début des relevés d'observation en 1960, et en particulier au cours des 20 dernières années. Il a atteint un nouveau record en 2025.

« Les progrès scientifiques nous ont permis de mieux comprendre le déséquilibre énergétique de la terre ainsi que la réalité à laquelle notre planète et notre climat sont actuellement confrontés. Les activités humaines perturbent de plus en plus l'équilibre naturel, et nous devons vivre avec ces conséquences pendant des centaines, voire des milliers d'années », a déclaré la secrétaire générale de l'OMM, Celeste Saulo.

Au quotidien, nos conditions météorologiques sont devenues plus extrêmes. En 2025, les vagues de chaleur, les feux de forêt, les périodes de sécheresse, les cyclones tropicaux, les

tempêtes et les inondations ont causé des milliers de morts, touché des millions de personnes et entraîné des pertes économiques se chiffrant en milliards de dollars », a-t-elle ajouté.

Le réchauffement de l'atmosphère, y compris près de la surface de la terre (les températures ressenties par les êtres humains), ne représente que 1% de l'énergie excédentaire, tandis que les masses continentales stockent environ 5% de cette dernière. Plus de 91% de l'excédent de chaleur est stocké dans l'océan,



lequel joue un rôle crucial de tampon contre la hausse des températures sur les terres émergées. Le contenu thermique de l'océan a atteint un nouveau record en 2025, et le taux de réchauffement a plus que doublé entre la période 1960-2005 et la période 2005-2025.

Les 3% restants de cette énergie excédentaire réchauffent la glace et occasionnent sa fonte. Les calottes glaciaires de l'Antarctique et du Groenland ont toutes deux perdu une masse considérable, et l'étendue moyenne annuelle de la glace de mer arctique en 2025 se classe au premier ou au deuxième rang des étendues les plus faibles jamais mesurées depuis le début de l'ère satellitaire. En 2025, une fonte glaciaire exceptionnelle s'est produite en Islande et le long de la côte pacifique

de l'Amérique du Nord. Le réchauffement océanique et la fonte des glaces entraînent une élévation à long terme du niveau mondial moyen de la mer, qui s'est accélérée depuis le début des mesures satellitaires, en 1993. Selon les projections du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), le réchauffement océanique et l'élévation du niveau de la mer se poursuivront pendant des siècles. Les modifications des températures océaniques et du pH des grands fonds marins sont

irréversibles à l'échelle de siècles ou de millénaires.

Le rapport sur l'état du climat mondial en 2025 est accompagné d'une présentation interactive en images. Il comprend un supplément consacré aux phénomènes extrêmes, soulignant leurs répercussions en chaîne, notamment sur l'insécurité alimentaire et les déplacements de populations. Il contient également un chapitre axé sur le climat et la santé, démontrant comment la hausse des températures, ainsi que l'évolution des régimes pluviométriques et des phénomènes extrêmes influencent les lieux et les moments où les risques sanitaires émergent, leur gravité et les populations les plus exposées.

Le rapport met en avant les exemples de la dengue, transmise par les

moustiques, et du stress thermique, et montre comment les données sur le climat, les systèmes d'alerte précoce et les services climatologiques intégrés destinés à la santé peuvent protéger les populations dans un monde qui se réchauffe.

« En ces temps de guerre, le stress climatique révèle une autre vérité : notre dépendance aux combustibles fossiles déstabilise à la fois le climat et la sécurité mondiale. Le rapport publié aujourd'hui devrait être accompagné d'une mise en

garde : le chaos climatique s'accélère et toute tergiversation sera fatale », a insisté M. Guterres lundi dernier. Ce rapport 2025 se fonde sur les contributions scientifiques de Services météorologiques et hydrologiques nationaux, des centres climatologiques régionaux de l'OMM, de partenaires du système des Nations unies et de dizaines d'experts.

« Le rapport de l'OMM sur l'état du climat mondial vise à éclairer la prise de décisions. Il s'inscrit dans le thème de la Journée météorologique mondiale, car lorsque nous observons le temps aujourd'hui, nous ne nous contentons pas de prévoir la météo, nous protégeons demain, les populations de demain, la planète de demain », a affirmé madame Saulo.

Edem Dadzie

Prévention des inondations et sécheresses persistante

L'Anamet opte pour une campagne de sensibilisation

L'Agence nationale de la météorologie du Togo (Anamet) a lancé en début de semaine, une vaste campagne de sensibilisation à Lomé et dans les autres régions du pays. L'objectif de cette campagne est d'outiller les populations par rapport aux gestes à adopter face à l'intensification des phénomènes climatiques extrêmes, à savoir : les inondations, les sécheresses et les variations persistantes.



Inondation à (gauche) et sécheresse à (droite)

Dans le cadre de ses attributions consistant à jouer le rôle de véritables leviers de prévention des risques climatiques, les services météorologiques s'appuient sur des systèmes d'alerte précoce qui incluent les populations. Dans ce sens, ces dernières sont informées et préparées pour une meilleure prévention et gestion des catastrophes naturelles.

Les activités de la nouvelle campagne de l'Anamet sont centrées sur: la prévention et la gestion des inondations, les bonnes attitudes à adopter face aux aléas climatiques et la collecte de données météorologiques pour améliorer les prévisions.

Les prévisions météo

pour 2026 ne sont guère rassurantes pour le Togo. Selon les experts, l'évolution des températures et des précipitations indique que cette année ne sera pas épargnée par les effets du dérèglement climatique. Une situation d'autant plus préoccupante que le pays reste un faible émetteur de gaz à effet de serre, avec seulement 0,07 % des émissions mondiales. Des anomalies observées entre décembre 2025 et janvier 2026, semblent avoir bousculé les repères climatiques habituels, comme l'harmattan et la mousson.

Cette initiative de l'Anamet qui rentre dans le cadre de la prévention, permettra sans doute de limiter les dégâts.

Affo-Djèlè Alarba

Université de Lomé

Des capsules vidéos pour lutter contre la désinformation en milieu universitaire

L'Institut des sciences de l'information, de la communication et des arts (ISICA) de l'Université de Lomé a organisé, le jeudi 19 mars 2026 à l'auditorium de l'institution, une séance de sensibilisation et de présentation de capsules vidéos animées consacrées à la lutte contre la désinformation en milieu universitaire. Cette rencontre, inscrite dans le cadre d'un partenariat entre l'ISICA et COAWEB/Togocheck avec le soutien de l'Union européenne, a réuni étudiants, enseignants et personnalités de marque autour des enjeux critiques de la vérification de l'information à l'ère du numérique.

La séance s'est ouverte par un mot de bienvenue du professeur Mawussé Kpakpo Akue Adotévi, directeur de l'ISICA, qui a présenté le contexte et les objectifs du projet. Il a souligné que l'initiative s'inscrit dans une dynamique de formation citoyenne visant à doter les étudiants d'outils pratiques pour identifier, analyser et combattre les fausses informations, aussi bien dans leur vie académique que dans leur future carrière professionnelle. Une projection de capsules vidéo pédagogiques a permis à l'assistance de découvrir le fruit d'un travail collaboratif entre étudiants et enseignants, réalisé avec l'appui technique et financier de l'Union européenne. Ces capsules, conçues pour être diffusées dans le milieu étudiant, abordent de manière vivante et accessible les mécanismes de la désinformation et les bonnes pratiques pour s'en prémunir. Des interventions pour éclairer les enjeux

Monsieur Noël Kokou Tadegnon, vice-président de COAWEB/Togocheck, a partagé une analyse approfondie des enjeux de la désinformation en milieu scolaire et de son impact sur la population jeune. Il a insisté sur la banalisation du partage d'informations non vérifiées sur les réseaux sociaux comme WhatsApp, Facebook ou TikTok, soulignant que la désinformation se nourrit souvent d'éléments partiellement vrais, ce qui la rend particulièrement difficile à détecter. « Nous partageons souvent des informations sans les vérifier, simplement parce qu'elles proviennent de proches ou de sources familières », a-t-il relevé, mettant en lumière les mécanismes sociaux qui favorisent la propagation des fausses nouvelles. Un temps d'échange d'expériences a ensuite permis à madame Sika Gnagniko (COAWEB-Togocheck) et à monsieur Jovial Sodatonou (ISICA) de revenir sur la collaboration fructueuse entre les deux institutions, témoignant de la richesse du travail conjoint entre praticiens des médias et étudiants en formation. Le professeur Akue Adotévi et monsieur Florent Tiassou, président de Togocheck-COAWEB, ont présenté le bien-fondé du projet et les modalités de diffusion des capsules dans le milieu étudiant. Le directeur de l'ISICA a rappelé que le défi n'est plus seulement le manque d'information, mais la surabondance de mauvaises informations, rendant indispensable le développement d'un esprit critique chez les jeunes. L'Union européenne réaffirme son engagement

Prenant la parole, l'ambassadeur Gwilym Ceri Jones, chef de la Délégation de l'Union européenne au Togo, a salué l'initiative et souligné le rôle crucial du journalisme et de la rigueur professionnelle dans la préservation de sociétés démocratiques. Il a invité les étudiants à cultiver la vérification des sources, la contextualisation des faits et l'esprit critique. « La crédibilité est un capital essentiel pour tout journaliste. Une information mal vérifiée peut durablement entacher une réputation », a-t-il averti, tout en insistant sur l'importance de bâtir des relations de confiance avec les sources. Des échanges nourris et des perspectives encourageantes La séance s'est poursuivie par un temps d'échanges et de questions-réponses entre les participants et les intervenants, permettant d'approfondir les thématiques abordées et de recueillir les préoccupations des étudiants face aux défis de la désinformation. À travers cette initiative, l'Université de Lomé réaffirme son engagement à outiller la jeunesse face aux enjeux du numérique. Les capsules vidéo, désormais disponibles, constituent un levier pédagogique innovant pour promouvoir une culture de la vérification de l'information et encourager une utilisation responsable des médias. Les étudiants sont appelés à devenir des relais de sensibilisation, aussi bien sur le campus qu'au sein de leurs communautés, afin de contribuer à freiner la propagation de la désinformation.

Source : univ-lome.tg

En un clic,
payez votre
TVM par



sur l'application
OTR TVM
Disponible sur Google Play





FÉDÉRER POUR BÂTIR
www.otr.tg
00000

JOYEUX ANNIVERSAIRE
11 ANS D'ENGAGEMENT,
UNE CONFIANCE QUI DURE



La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

